



# Sécurité nocturne à Rouen : des étudiants dénoncent le harcèlement de rue

La Fédération des étudiants rouennais (Feder) et la Ville de Rouen ont rendu public un rapport sur la sécurité nocturne. Le harcèlement de rue est en tête.

Lundi 23 janvier 2023, la Fédération des étudiants rouennais (Feder) a publié son rapport sur la sécurité nocturne à Rouen (Seine-Maritime), réalisé en partenariat avec la Ville. Il résulte d'une mise à contribution du monde étudiant lancée en avril 2022.

"Avant le coronavirus, la Ville et la Feder avait déjà soulevé les problèmes d'insécurité, indique la vice-président en charge des affaires sociales à la Feder, Itbissam Madi, lors d'une conférence de presse.

Ce rapport permet aujourd'hui d'obtenir un retour chiffré." S'il n'a pas de valeur scientifique, ce travail a permis de recueillir les retours de 1 187 personnes sur la base du volontariat et de dresser certains constats et solutions face à cette problématique.

## Le harcèlement de rue en tête

Le panel de participants, pour deux tiers composé de femmes, a souvent été victime de plusieurs types de faits, avec en tête le harcèlement de rue (82,2%) et les agressions verbales (65,7%), suivis par les agressions physiques (22,8 %), des violences sexuelles (15,8%) et des vols à la tire (10%). Ces faits se sont produits en grande majorité dans la rue et dans les transports en commun, mais aussi dans les boîtes de nuit et les bars.

Sans trop de surprise, les zones géographiques concernées sont le théâtre des Arts, Saint-Sever, les quais, l'hypercentre, la gare, Saint-Marc, Pasteur et les hauts de Rouen.

Ce rapport a également été l'occasion de faire un point sur la soumission chimique, passée récemment sous la lumière médiatique après plusieurs témoignages d'attaques à la seringue ou de drogue déposée dans des verres en soirée. 6,3% des personnes ayant répondu au questionnaire s'en sont dit victimes.

[TÉMOIGNAGES. Drogée deux fois, black-out... À commune commune 4bbd7554-ae1d-4650-b04b-](https://panorapresse.ouest-france.fr/dossiers/7518/article/3d7ccca0-9b54-11ed-bbe8-00000362c0a0)

[31a1dbef0412">Rouen</span>, le GHB sévit toujours dans les soirées](#)

Malgré quelques solutions mises en place dans les établissements de nuit, comme les protections pour les verres ou les fouilles à l'entrée, celles-ci s'avèreraient palliatives. "Le problème reste là", assure Itbissam Madi. La vice-présidente évoque également "des retours de mauvaises prise en charge de la part du CHU" sur cette problématique.

["La technique du dindon" : la vidéo de cette Rouennaise contre le harcèlement de rue devient virale](#)

Les plaintes : un enjeu crucial

Autre aspect problématique pour les victimes d'insécurité selon le rapport : le volet judiciaire. "Seulement 9% des victimes ont été déposer plainte et 1 % de ces plaintes ont donné lieu à des suites. C'est un frein pour les personnes qui sont découragées de déposer plainte à nouveau."

Ce manque de dépôt de plainte représente un enjeu pour le dimensionnement des moyens de sécurité sur le terrain. "S'il y a un message clé, c'est la nécessité de signaler les faits, souligne le conseiller municipal en charge de la vie étudiante Adrien Naizet. Ça nous permet d'ajuster les moyens qu'on déploie." Cela permettra notamment d'adapter les tournées de la brigade de nuit de la police municipale qui doit entrer en service au 1er avril 2023.

Outre depuis un commissariat, ces remontées peuvent se faire depuis mai 2022 via l'application Umay, qui a remplacé le dispositif Angela pour lutter contre l'insécurité dans la rue. La Feder travaillera sur une campagne de communication dans les semaines qui viennent pour inciter les publics à déposer plainte.

"On cherche toujours la collaboration"

Cette campagne fera partie des trois grands axes de travail sur lesquels la Feder entend travailler à l'issue de la publication de ce rapport. Deux autres commissions vont être lancées pour réfléchir par ailleurs aux stratégies d'évitement et à "comment mieux sécuriser l'espace public".

La démarche portée par la fédération vise à montrer aux étudiants que leur inquiétudes sont entendues et que des solutions sont mises en place, malgré les différentes barrières soulevées. À [Mont-Saint-Aignan](#), un groupement partenarial a ainsi été mis en place à l'initiative de la DDSPP (Direction départementale de la sécurité publique) 76. Il implique la police nationale, la police municipale, l'université et la Ville.

La Feder espère qu'un dispositif similaire pourra être mis en place à Saint-Étienne-du-Rouvray. "On cherche toujours la collaboration, souligne la présidente de la Feder Justine Grémont. On a demandé des rendez-vous à l'ARS, au CHU. On va rencontrer les responsables des établissements de nuit."

La Feder entend également mener une étude approfondie sur le territoire elbeuvien, touché également par les problématiques étudiantes.